

Résistances et alternatives à la marchandisation de l'eau. Les mouvements sociaux à l'épreuve des échelles du pouvoir

MATHIEU UHEL

Centre de recherche sur les espaces et les sociétés (UMR CNRS 6590 – ESO)

RÉSUMÉ

Dans les villes du Sud, le service de l'eau exclut de nombreux usagers pauvres, déjà marginalisés par l'urbanisation capitaliste, et l'extension des réseaux techniques devient un puissant instrument de contrôle social, détenu par l'État. La marchandisation du service, élaborée par des acteurs mondiaux et censée résoudre cette situation critique, est remise en cause par des résistances et des expériences alternatives. L'appropriation, la production et la distribution de l'eau constituent ainsi un enjeu et un défi pour les mouvements sociaux. L'article tentera de saisir l'articulation des échelles de la résistance et d'analyser l'application de deux expériences alternatives qui instituent la participation locale des usagers en Amérique latine (Bolivie et Venezuela), en s'appuyant sur des observations et des entretiens réalisés dans les hauts lieux de l'« altermondialisme hydrique ».

ABSTRACT

In the cities of the Southern Hemisphere, water service excludes numerous poor users, already marginalized by capitalist urbanization, and the extension of technical networks becomes a powerful instrument of social control, detained by the State. The commodification of service, developed by worldwide actors and supposed to solve this critical situation, is called into question by resistances and alternative experiments. Water appropriation, production and supply constitute thus a stake and a challenge for social movements. This article will strive to understand the articulation of the scales of resistance and to analyze the application of two alternative experiments which institute the local participation of users in Latin America (Bolivia and Venezuela), by leaning on observations and discussions carried out in key centers of « water altermondialism ».

En raison de son importance vitale, l'eau constitue un instrument et un enjeu de pouvoir. L'Etat moderne, en s'appropriant la ressource et en développant les réseaux techniques hydriques, est devenu l'acteur historique de prestation du service. Pour le pouvoir politique, la satisfaction de ce besoin participe à renforcer et à reproduire un état de domination et permet de contrôler et d'augmenter la puissance du Travail ou de la Vie (biopouvoir) à des fins sociales déterminées, manifestation de la

biopolitique étatique au service de l'accumulation du capital¹. Moyen de contrôle et de puissance, l'eau peut constituer en retour un vecteur de résistance et de transformation sociale, lié précisément à son caractère indispensable à la vie du corps individuel et social.

Plusieurs milliards d'êtres humains sur la planète sont encore aujourd'hui privés d'un accès continu à cette ressource. Cette situation étant particulièrement critique dans les villes des pays du Sud, où les réseaux techniques urbains, instrumentalisés par l'Etat, ne desservent pas ou de manière déficiente l'ensemble des usagers. Dans les années 1990, s'est diffusé à l'échelle mondiale un modèle de gestion qui devait solutionner cet état de crise, en privilégiant l'intervention des mécanismes du marché et du secteur privé transnational (ce que les contestataires désignent par le terme de marchandisation). L'application de ces mesures a entraîné des résistances locales, qui ont pu prendre la forme de mouvements sociaux et participer de l'expérimentation de rapports alternatifs à l'eau². La dimension mondiale de la marchandisation s'est vue remise en cause à cette même échelle, par l'internationalisation des conflits locaux et la constitution d'une coalition mondiale s'opposant à la diffusion du modèle dominant.

A l'heure de la mondialisation néolibérale et du prétendu retrait de l'Etat Nation, des recompositions régionales du pouvoir politique et du regain des discours localistes, de l'émergence d'une mouvance altermondialiste, la question des échelles est incontournable. En reprenant les termes d'Erik Swyngedouw, il est possible de considérer que « les processus de (re)construction des échelles altèrent et expriment les changements dans la géométrie du pouvoir »³. Les résistances et les alternatives à la marchandisation de l'eau se trouvent nécessairement confrontées à la production ou reproduction des échelles du pouvoir. L'objectif de cet article est de saisir, dans un premier temps, l'articulation nécessaire et contradictoire des échelles de la résistance socio-hydrrique. Quelle est la portée de l'internationalisation de la résistance et peut-on parler de mouvement social mondial pour l'eau ? Il s'agit, dans un second temps, d'analyser l'application de certaines expériences alternatives en Amérique latine qui instituent la participation locale des usagers. Prôné récemment par le discours libéral pour faciliter les objectifs de « bonne gouvernance », le concept de participation renvoie à des ancrages idéologiques différents⁴ et doit donc être mis à l'épreuve des faits. Si l'on considère l'eau

¹ C. Crespo, 2002, *Manejo jerárquico de las diferencias y biopolítica en el enfoque "pro-poor" del agua y saneamiento*, www.aguabolivia.org

² M. Uhel, *Marchandisation de l'eau : impacts, résistances et alternatives. La privatisation des services urbains d'eau potable et d'assainissement en Amérique latine et dans les caraïbes : les cas de La Havane et Santiago du Chili*, Projet de thèse, DEA Environnement et Sociétés, Université de CAEN, 2004.

³ S. Gonzales, "La geografía escalar del capitalismo actual", *Geocrítica - Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, Vol IX, Núm 189, mayo de 2005, Universidad de Barcelona, 2005.

⁴ S. Jaglin, « La participation au service du néolibéralisme ? Les usagers dans les services d'eau en Afrique sub-saharienne », dans BACQUE MH – SYNTOMERY (eds), *Gestion de proximité et démocratie participative : les « nouveaux » paradigmes de l'action publique*, Paris, La Découverte, 2003, 20 p.

comme un instrument privilégié du pouvoir politique sur la société, des expériences alternatives basées sur des principes démocratiques et solidaires, privilégiant l'échelle locale, peuvent-elles s'émanciper du rapport à l'Etat ?

L'article s'appuiera sur une analyse comparative des expériences bolivienne (mobilisations locales et incorporation des revendications à la politique d'Etat) et vénézuélienne (diffusion d'une alternative par le pouvoir politique d'Etat), dont les éléments empiriques (observations et entretiens) sont extraits de travaux de terrain réalisés ces trois dernières années dans les hauts lieux de l'« altermondialisme hydrique ».

DES RÉSISTANCES LOCALES À LA CONSTRUCTION D'UN MOUVEMENT SOCIAL MONDIAL POUR L'EAU

Au cours de l'expansion de la marchandisation des services urbains de l'eau, de nombreuses résistances se sont développées. Dans certains cas, la privatisation a été stoppée. Les pouvoirs publics ont été obligés de rompre le contrat signé avec l'entreprise privée ou de faire marche arrière concernant l'application d'une réforme du secteur sous la pression populaire. La *Guerra del agua* à Cochabamba (Guerre de l'eau) (Bolivie) est emblématique, à plus d'un titre, de ces résistances à la marchandisation de l'eau et de l'articulation des différentes échelles de la contestation.

Internationalisation de la résistance : la *Guerra del agua* à Cochabamba

La « guerre de l'eau », qui éclata à Cochabamba en 2000, mit à nu la soumission du pouvoir politique étatique à l'accumulation du capital transnational et les implications sociales et environnementales de la marchandisation de l'eau au profit d'une firme transnationale (FTN) (Azurix, filiale de Bechtel). Le licenciement de salariés du prestataire public et l'augmentation de la tarification du service, associés à l'appropriation privée et à la valorisation marchande de l'eau et des systèmes communautaires, ont constitué les causes profondes de la mobilisation. L'application de ces réformes se serait traduite par l'approfondissement des logiques urbaines inégalitaires et ségrégatives et par le bouleversement de pratiques et représentations héritées d'une histoire multiséculaire⁵. En Bolivie, les systèmes communautaires sont en effet basés sur des principes ancestraux, d'égalité, de solidarité et de démocratie, et l'eau est considérée dans la culture andine comme le sang de la terre-mère. Elle n'appartient à personne et ne peut faire l'objet de profit. Commentée et interprétée maintes fois, la « guerre de l'eau » est bien le symbole, pour ses protagonistes, de la lutte pour la vie.

En raison des implications économiques, politiques, sociales et culturelles de la marchandisation, la contestation fait converger des secteurs n'ayant pas l'habitude de se

⁵ C. Crespo, *Water privatisation policies and conflicts in Bolivia: the water war in Cochabamba 1999-2000*, PhD, Thesis of Planification, Oxford University, 2002.

côtoyer : syndicats, associations de voisinage et d'usagers, ONG, partis politiques, etc. Plus globalement, c'est une alliance entre les usages urbains et ruraux de l'eau qui émerge progressivement, unifiant le mouvement social à l'échelle régionale. La création de la *Coordinadora en Defensa del Agua y la Vida* (Coordination pour la Défense de l'Eau et de la Vie) a permis l'articulation des différentes organisations et l'adoption d'une plate forme revendicative commune : réappropriation collective d'un bien commun vital et gestion locale, solidaire et démocratique de la ressource⁶. Cette unité a favorisé la mobilisation de la population et le recours à des modes d'action toujours plus novateurs et radicaux : refus de payer le service et destruction publique des factures, manifestations face aux lieux du pouvoir (siège de l'entreprise de l'eau de la préfecture ou de la mairie), blocages de rues. La « bataille finale de la guerre de l'eau » est initiée par la « prise » symbolique de la ville (bouclage des accès et occupations des lieux de pouvoir par les manifestants). Cette mesure a donné lieu à des affrontements et des scènes de guérilla urbaine d'une rare violence. La détermination de tous les acteurs (et notamment des paysans qui ont maintenu le blocage de la région) et le décès d'un manifestant ont fini par faire plier l'Etat bolivien.

Le mouvement social cochabambin n'aurait pas été victorieux sans le soutien d'organisations étrangères. Les porte-parole de la Coordination ont très rapidement compris la nécessité d'opérer une internationalisation de la lutte⁷, rendue possible notamment par la présence de militants étasuniens⁸ du *Democracy Center*⁹. Outre l'appui médiatique fourni, permettant de rendre visible et audible ces résistances locales, les organisations du Nord effectuent un travail d'« ingénierie » militante. Un congrès international, intitulé *L'eau : globalisation, privatisation et recherche d'alternatives*, est organisé par la Coordination et des militants nord-américains et européens fin 2000. Participent à cette rencontre en tant qu'intervenants, des membres d'organisations comme *Council of Canadians* (Canada), *International Forum on Globalisation* ou *Public Services International*. Le séminaire a clairement pour objectif de démontrer le caractère mondial de la marchandisation de l'eau et la nécessité de résister et définir des alternatives au modèle dominant.

L'activisme internationaliste s'exprime également après la rupture du contrat et le départ de Bechtel. La FTN étasunienne porte plainte contre l'Etat bolivien auprès du Centre International de Règlement des Différents en matière d'Investissements (CIRDI)

⁶ C. Crespo, *La guerra del agua: nuevos movimientos sociales y crisis de dispositivos de poder*, 2000, www.aguaboliviana.org

⁷ Entretien avec Carmen Peredo, syndicaliste à la *Federación Departamental de Cochabamba de Regantes* (FEDECOR) et porte parole de la *Coordinadora*, réalisé en avril 2005.

⁸ Entretien avec Jim Schultz, responsable du *Democracy Center* à Cochabamba, réalisé en avril 2005.

⁹ Cette association, fondée à San Francisco et implantée à *Cochabamba*, cherche par ses activités (diffusion d'analyses et campagnes internationales) à promouvoir la démocratie locale et la justice sociale.

situé aux Etats-Unis, réclamant 25 millions de dollars d'indemnisation. Commence alors une nouvelle bataille de la « guerre de l'eau ». En Bolivie, la Coordination maintient la pression sur le gouvernement et prépare la défense sur le plan judiciaire. Au siège de Bechtel, à San Francisco, des manifestations sont organisées à l'appel d'un comité qui s'est créé avec le soutien de syndicalistes américains. Ce comité fait également pression sur la municipalité pour qu'elle adopte une résolution contre l'entreprise, celle-ci étant approuvée en juillet 2002. Un troisième comité, composé d'avocats, est formé au siège du CIRDI pour mettre en place une stratégie de défense. Enfin, la pression s'exerce aux Pays-Bas où l'entreprise de l'eau bolivienne a transféré son siège, car il existe un accord bilatéral entre les deux pays sur la question de la protection des investissements¹⁰. Ces manifestations coordonnées et internationales permettent de frapper symboliquement l'image de l'entreprise et de faire pression sur les membres du tribunal. Elles ne sont donc pas étrangères à la défaite de Bechtel, en 2006, au CIRDI.

MONDIALISATION DE LA CONTESTATION ET DIFFUSION D'ALTERNATIVES

L'internationalisation du conflit bolivien montre l'intérêt d'une stratégie visant à mettre en réseau les résistances locales isolées et à construire un mouvement mondial contre la marchandisation de l'eau. Tout au long de ce processus, le précédent cochabambin servira de référence aux autres luttes et de symbole constitutif du « mouvement altermondialiste hydrique ».

Ce saut scalaire, à l'initiative d'organisations du Nord, aboutit à la création de la Coalition mondiale contre la privatisation et la marchandisation de l'eau. Réunis à Porto Alegre (Brésil), lors du 2nd Forum Social Mondial qui se tenait du 1^{er} au 5 février 2002, des organisations d'une vingtaine de pays de quatre continents ont décidé de former cette coalition sur la base de principes et de valeurs communes¹¹. On y retrouve des « poids lourds » du militantisme : spécifiquement dédiés à l'eau, l'Association pour le Contrat Mondial de l'Eau (ACME), le Projet Planète Bleu (PPB), *International Rivers Network*, ou inscrits dans un champ revendicatif plus large, ATTAC, *Council of Canadians*, *Public Services International Research Unit*, *Public Citizen*. Sont présentes également de plus petites structures issues principalement du Sud, telle la *Coordinadora en Defensa del Agua y la Vida*. La déclaration constitutive de la coalition rappelle que la démarche de leur membre s'inscrit « dans l'esprit de Cochabamba (Bolivie), Narmady (Inde), Ghana et d'autres combats » contre la marchandisation de l'eau. Le premier principe stipule que « l'eau douce de la Terre appartient à tous et elle est nécessaire à la vie ; elle ne doit pas être traitée comme une marchandise achetable, vendable, source de profit tel un bien économique ». Le secteur public, garant de l'intérêt général et réapproprié par les

¹⁰ R. Petrella, (dir.), *L'eau Res publica ou marchandise*, La Dispute / SNEDIT, Paris, 2003, 219 p.

¹¹ ACME, 2002, *Déclaration de Porto Alegre. Pour une coalition contre la privatisation et marchandisation de l'eau*, www.acme-eau.org

citoyens, doit conserver la propriété, le contrôle, le financement et la gestion de l'eau. Le texte se termine en définissant le principal axe de la coalition qui vise à renforcer la coopération parmi les membres fondateurs par tous les moyens appropriés, en particulier sur le terrain de l'information, de la communication et de la recherche ; de la coordination des activités spécifiques de chaque membre (...) ; et [de l'élaboration] d'actions communes, [afin d'offrir] une solution de rechange aux politiques (...) en faveur de la libéralisation et la dérégulation des services d'eau et de la marchandisation de l'eau. La coalition se place en effet explicitement dans la lignée des Forums Sociaux Mondiaux et de la mouvance altermondialiste.

En se rassemblant lors des sommets officiels, elle souhaite médiatiser ses analyses et revendications et trouver un espace de débat. Des manifestations se déroulent notamment pendant le Sommet de la Terre à Johannesburg (août-septembre 2002). Cette rencontre a marqué un tournant pour les opposants à la marchandisation de l'eau. L'ACME dénonce entre autres le luxe et le cynisme du sommet ainsi que le blocage par un nombre réduit de pays de la définition de l'eau comme bien commun de l'Humanité. N'ayant pu trouver leur place, les membres de la coalition décident de quitter le sommet et d'entrer dans un processus visant à élaborer des propositions concrètes d'alternatives au modèle dominant et à définir un agenda, des objectifs et des lieux propres¹². En opposition au 3^{ème} Forum Mondial de l'Eau se tenant à Kyoto en 2003, la coalition a décidé d'organiser à la même date le Forum Alternatif Mondial pour l'Eau (FAME) à Florence (Italie). Rassemblant des militants venus de tous les continents, des résistances et expériences alternatives locales sont débattues. Le cas cochabambin étant l'objet d'une attention toute particulière, avec la présence de porte-parole de la *Coordinadora en Defensa del Agua y la Vida*. Cette démarche se poursuit lors du Forum Alternatif Mondial pour l'Eau de Genève et des Forums Sociaux Mondiaux (Caracas et Bamako). Elle aboutit, en 2007, à la tenue, au parlement européen à Bruxelles, de l'Assemblée Mondiale des Elus et des Citoyens pour l'Eau (AMECE). Après plusieurs jours de travaux, où il faut souligner la présence du ministre de l'eau bolivien, l'AMECE s'est conclue sur une série d'engagements concrets¹³. « Faire reconnaître l'accès à l'eau comme un droit humain, universel, indivisible, inaliénable et imprescriptible, par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies », reste le principal objectif des participants.

Le mouvement altermondialiste de l'eau a constamment cherché à faciliter la diffusion (au travers de sites internet ou d'ouvrages collectifs) d'expériences alternatives à la marchandisation et de principes visant une gestion plus juste de la ressource. Le chapitre six des actes de l'AMECE s'intitule « la participation des citoyens au gouvernement de l'eau ». Les auteurs insistent sur la nécessité pour l'Etat d'élaborer une législation « garantissant une gestion publique et démocratique de l'eau, à partir des communau-

¹² M. Uhel, *op. cit.*

¹³ AMECE, 2008, *Actes de l'AMECE. L'eau, une question de démocratie et de justice*, www.amece.net

tés locales »¹⁴. Des exemples de cadres participatifs clôturent ce chapitre. Les Tables Techniques de l'Eau, instituées au Venezuela par le président Chavez, nouvel icône de l'altermondialisme, relèvent de ces expériences alternatives défendues par la coalition. Au sein de cette mouvance et poursuivant cette démarche de propositions, une initiative a vu le jour lors du quatrième FSM de Mumbai (Inde) en 2004. Partageant le constat que « la privatisation n'est pas la solution, et encore moins le statut quo de nombre de services publics étatiques, bureaucratisés et inefficaces, [...] une vaste coalition d'ONG, d'activistes locaux contre la privatisation, d'universitaires, de responsables de service public et de syndicalistes » a décidé « de rassembler dans un ouvrage, publié en janvier, lors du FSM de 2005 à Porto Alegre, des exemples d'innovations en matière de prestation publique de l'eau »¹⁵. Soutenu par le *TransNational Institute* (TNI) et le *Corporate Europe Observatory* (CEO), l'ouvrage, intitulé *Reclaiming Public Water*, présente des expériences concrètes et locales de gestion publique de l'eau provenant de tous les continents. L'ouvrage débute sur le cas de Porto Alegre, haut lieu de l'altermondialisme, maintes fois étudié et traduit dans toutes les langues. Les cas bolivien et vénézuélien sont également repris dans cet ouvrage. Afin de dépasser ces particularismes locaux et conscients qu'aucun modèle n'est transposable directement d'un contexte à l'autre, les auteurs cherchent plutôt à tirer des enseignements et principes généraux à diffuser le plus largement possible. En conclusion de l'ouvrage, ils soulignent que les processus de « participation et démocratisation [...] peuvent être de puissants outils de changement ». Ils affirment également « le besoin de renforcer la capacité des institutions et administrations publiques à fournir ces services » et insistent sur le fait que les gouvernements doivent appuyer ces expériences politiquement, techniquement et financièrement. Cependant, les auteurs reconnaissent implicitement les limites de leur démarche : « la prise de décision en terme d'accès à l'eau dans les pays du Sud est souvent un champ de bataille politique, où les intérêts politiques et économiques des élites buttent sur ceux des plus pauvres ». L'adoption de pratiques alternatives semble donc subordonnée à la mobilisation sociale locale et le rôle d'un mouvement social mondial pour l'eau reste assez limité.

Les résistances à la marchandisation de l'eau se sont opposées aux pouvoirs institués à différentes échelles. Les revendications, portées du local au mondial, de publicisation, participation citoyenne et de démocratisation impliquent la production et/ou reproduction des échelles de l'action collective, expression de la refondation des rapports de pouvoir. A quelles échelles se réorganisent la gestion de l'eau ? Quelle est la portée des dispositifs participatifs locaux ? Comment se positionne l'Etat face à ce processus ? La partie suivante tente de répondre à ces questions, en analysant concrètement les transformations socio-hydriques intervenant en Bolivie et au Venezuela, exemples récur-

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Transnational Institute and Corporate Observatory Europe, *Reclaiming Public Water-Achievements, Struggles, and Visions from Around the World*. Eds. Belén Balanyá, et al. Porto Alegre, Brazil, 2005.

rents d'expériences alternatives à la marchandisation de l'eau. L'intérêt de la mise en parallèle de ces deux situations réside en outre dans le fait que ce sont deux processus différents qui ont entraînés l'application de mécanismes participatifs : l'un résultant de résistances locales, l'autre d'une décision du pouvoir central.

L'ÉCHELLE DES ALTERNATIVES : QUEL RAPPORT À L'ÉTAT ?

L'Amérique latine connaît depuis les années 1990, un nouveau cycle contestataire qui a participé au retour des gauches au pouvoir. Les résistances à la marchandisation de l'eau ne sont pas étrangères à ce processus, ceci étant particulièrement remarquable dans le cas bolivien. Dans nombre de ces pays, où la question hydrique est particulièrement critique, des expériences novatrices, insistant sur les mécanismes participatifs, fleurissent, afin de rendre effectif ou d'améliorer l'accès au service d'eau potable et d'assainissement. Compte tenu de l'importance de cette ressource pour le pouvoir politique, il s'agira d'interroger la transformation (supposée) des rapports entre les usagers et l'Etat, et donc les processus de réappropriation et production (supposées) des échelles du pouvoir.

Des résistances locales à l'incorporation des revendications socio-hydriques dans la politique d'Etat : la participation populaire à Cochabamba (Bolivie)

Pour beaucoup de commentateurs, la *Guerra del agua* à Cochabamba a signifié le début d'un cycle victorieux de résistances à la marchandisation de l'eau et la construction d'un mouvement social national portant le *Movimiento Al Socialismo* (MAS) d'Evo Morales au pouvoir. En effet, la contestation s'est prolongée à El Alto-La Paz, contraignant l'opérateur franco-belge Suez-Lyonnaise des Eaux à quitter la première ville du pays. Les revendications « socio-hydriques » portées par la Coordination Nationale de l'Eau ont de plus été incorporées au projet politique du MAS et sont devenues les axes majeurs de la politique hydrique du gouvernement actuel. La révolution « démocratique et culturelle », initiée depuis 2005, a ainsi créé un Ministère de l'eau (dont la charge revient à l'une des figures de la contestation contre la privatisation à El Alto-La Paz, Abel Mamani) et fait plancher les parlementaires et organisations sociales sur l'adoption d'une nouvelle loi. Lors de son investiture, Morales a déclaré que « sans eau, nous ne pouvons pas vivre, c'est pourquoi l'eau ne peut faire l'objet d'un commerce privé, à partir du moment où il y a commerce privé, les droits de l'homme sont bafoués. L'eau doit relever du service public »¹⁶. Conforme à cet engagement, « la gestion des ressources hydriques doit être intégrée, au travers d'espaces décentralisés de décision démocratique et participative ». Le projet de loi tarde à être discuté au Parlement, en raison de l'instabilité politique et sociale actuelle, liée à l'adoption de la nouvelle Constitution de l'Etat.

¹⁶ *Ministerio del Agua en Bolivia. Presentación cooperación internacional*, 2006, www.aguabolivia.org

En matière de gestion urbaine de l'eau, un nouveau modèle est avancé par les organisations sociales. Le prestataire devrait prendre la figure d'une Entreprise Publique et Sociale de l'eau, intégrant la participation des usagers dans la planification et la gestion du service. Cette proposition était au cœur des revendications de la *Coordinadora à Cochabamba*¹⁷. Après le départ de l'opérateur étasunien, des réformes ont été appliquées. La direction de l'entreprise publique, *Servicio Municipal de Agua Potable et Alcantarillado* (SEMAPA), voit trois de ces membres élus au suffrage universel. Ces représentants des usagers proviennent des trois zones découpant la ville de Cochabamba. La direction est composée de quatre autres membres, dont deux représentants de la municipalité, un du syndicat de l'entreprise et un de la *Federación de los Profesionales de Cochabamba* (entrepreneurs locaux). Compte tenu de l'importance des systèmes communautaires de gestion de l'eau à Cochabamba (localisés dans la partie Sud de la ville), il existait également la volonté partagée entre responsables locaux et la SEMAPA d'articuler les réseaux techniques urbains, planifiés par l'entreprise, et les diverses formes d'autoproduction et d'autogestion des systèmes de distribution d'eau. La cogestion paraissait alors le meilleur moyen de parvenir à une répartition plus efficace et plus juste de la ressource hydrique.

A maintenant sept ans de la « guerre de l'eau », la question de la transformation effective des rapports socio-hydriques à Cochabamba se pose. La tentative de démocratisation et de contrôle populaire du prestataire semble être un échec. Déjà en 2005, la faible participation des usagers et des irrégularités dans les élections des représentants étaient pointées¹⁸. Les deux scrutins de 2002 et 2004 ne recueillaient qu'à peine plus de 1% des inscrits. L'extension des réseaux à la périphérie de la ville et l'articulation entre le prestataire et les systèmes communautaires semblent être restées lettre morte. Abraham Grandyrier, dirigeant de l'*Asociacion de Sistemas Comunitarios de Agua del Sur* (ASICASUR), regroupant plus d'une centaine de comités, continue de prôner « la responsabilité partagée avec l'entreprise », rappelant que « le problème de l'eau à Cochabamba dépasse le cas de SEMAPA ou de la ville ». Rocio Bustamante, professeur à l'Universidad Mayor de San Simón (Cochabamba), fait le même constat :

[...] bien que l'existence et l'importance des systèmes communautaires pour l'approvisionnement en eau potable des zones périurbaines commencent à être reconnues, il n'existe toujours pas d'orientation politique qui permettrait, par exemple, d'établir des modèles de gestion combinant les avantages des systèmes communautaires et les bénéfices d'une économie d'échelle¹⁹.

¹⁷ Transnational Institute and Corporate Observatory Europe, *op. cit.*

¹⁸ S. Melançon, *La guerre de l'eau de Cochabamba, Bolivie : un problème géopolitique et de territorialité*, Maître en sciences géographiques, Faculté de foresterie et géomatique, Université de Laval, 2005.

¹⁹ R. Bustamante, *¿Existe un futuro para los sistemas comunitarios de agua en áreas periurbanas de Cochabamba?*, 25 juillet 2006, www.bolpress.com

A ce constat de très faible mobilisation populaire, s'ajoute le maintien de pratiques et d'une structure opaques au niveau de l'entreprise de l'eau. Un entretien réalisé avec Marcelo Rojas²⁰, activiste de la *Guerra del Agua* et syndicaliste à SEMAPA, apporte un éclairage sur les dysfonctionnements survenant au sein du prestataire public : il déplore « le recrutement par le nouveau gérant de personnes de son entourage [...] et les responsables syndicaux corrompus ». Il signale qu'« une grève de la faim [a eu lieu] en mars 2005 pour changer cette dictature syndicale et entrepreneuriale [...] [et que] le mécanisme de contrôle social a échoué. L'objectif est de nous réapproprier SEMAPA : entreprise du peuple, pour le peuple et avec le contrôle social des travailleurs et de la population ». Ces propos sont corroborés par Carlos Crespo²¹, professeur de sociologie à l'Universidad Mayor de San Simón (Cochabamba) et responsable de l'observatoire de mouvements sociaux au Centre d'Etudes supérieures universitaires de l'UMSS :

La crise de SEMAPA continue, et les thèmes sont les mêmes : instrumentalisation politique et corruption, démontrant une nouvelle fois que jusqu'à présent il n'existe pas d'entreprise publique, sociale, transparente, efficiente et durable.

Dans un récent article, il revient une nouvelle fois sur la crise interne à SEMAPA, où l'exclusion du représentant syndical et l'incorporation de trois nouveaux membres (ministère de l'eau, préfecture et nouveau district urbain) correspondent plus à un rééquilibrage du « rapport de force défavorable [au MAS] qui existe actuellement au sein de la direction, que d'une mesure cherchant à rendre plus efficace l'entreprise ». Carlos Crespo termine son analyse en conseillant aux organisations sociales de « réfléchir à une autre stratégie de participation, qui impliquerait des principes de transparence, de bilan d'objectifs, de révocation de mandat »²². Plus généralement, il critique le processus de cooptation par le pouvoir étatique des représentants des organisations sociales ayant participé aux résistances. Cette stratégie du MAS aboutit à l'adoption et la légitimation de mesures contredisant les revendications de la *Coordinadora*, comme la loi sur l'irrigation qui va accentuer les inégalités et les conflits autour de la gestion de la ressource.

Les aspirations populaires portées par la *Coordinadora* et reprises par l'Etat n'ont pu se traduire par une véritable démocratisation de la gestion de l'eau. Les réseaux auto-construits et autogérés restent marginalisés tandis que le prestataire ne parvient pas à sortir d'un fonctionnement autoritaire. Mis à part quelques irréductibles, les leaders de la contestation occupent aujourd'hui des postes à responsabilité au sein de l'Etat ; la participation est donc plutôt synonyme de cooptation et d'instrumentalisation politique.

²⁰ Entretien avec Marcelo Rojas, syndicaliste, réalisé à Cochabamba en avril 2006.

²¹ Entretien avec Carlos Crespo, professeur à l'UMSS, réalisé à Cochabamba en avril 2006.

²² C. Crespo, *El "experimento" del control social en la gestión del agua ha fracasado*, 13 novembre 2007, www.bolpress.com

Diffusion d'une alternative par l'Etat : les Tables Techniques de l'Eau à Maracaibo (Venezuela)

L'arrivée de Chavez au pouvoir en 1998 a stoppé une période d'instabilité socio-politique (succession de soulèvements populaires et de coups d'Etat), initiée dix ans auparavant. La crise financière internationale et l'application certes limitée des réformes néolibérales ont fait voler en éclat la structure du pouvoir héritée des années 50. Ce processus permit de faire émerger les aspirations démocratiques du peuple et de nouveaux acteurs capables de prendre le pouvoir. La « révolution bolivarienne » de Chavez s'est donnée pour objectifs principaux l'amélioration des conditions d'existence de la majorité de la population et l'organisation égalitaire et décentralisée du territoire national, grâce au développement de politiques sociales et à la restructuration de l'Etat.

Conscient des problèmes hydriques du pays, le gouvernement lance une vaste réflexion pour rendre plus efficace et juste le service public. Un atelier est organisé en mai 1999, quelques mois avant la ratification de la nouvelle Constitution de l'Etat. L'objectif est de trouver le moyen de systématiser l'expérience des *Mesas Técnicas de Agua* (MTA) (Tables Techniques de l'Eau) et *Consejos Comunitarios de Agua* (Conseils Communautaires de l'Eau) initiés à Antimano et El Valle, pendant le mandat de Aristobulo Isturiz à la mairie de Caracas, entre 1993 et 1996²³. Il s'agissait de transformer une expérience de participation populaire ponctuelle en « proposition organisationnelle du gouvernement bolivarien à toutes les communautés, afin de résoudre les problèmes communautaires en matière de service d'eau potable et d'assainissement ».

La nouvelle loi, adoptée fin 2001 (*Ley Orgánica para la Prestación de los Servicios de Agua y Saneamiento* (LOPSAS)), définit l'architecture institutionnelle du secteur et les compétences de chaque entité. Un des axes fondamentaux de la « révolution bolivarienne » consiste à développer la démocratie « participativa et protagónica », c'est-à-dire la capacité organisationnelle et décisionnelle des communautés locales. Cela se traduit au niveau de l'accès à l'eau et à l'assainissement, par les MTA qui ont pour objectif :

[...] de connaître la gestion des services, de donner un avis sur les propositions d'investissement des autorités nationales, régionales et municipales, ainsi que de participer à l'évaluation et supervision des infrastructures destinées à la prestation des services²⁴.

Progressivement les MTA prennent une responsabilité accrue, les usagers des quartiers populaires pouvant participer au financement et à la construction des réseaux. Cette politique de démocratisation est par ailleurs renforcée par les *Consejos Comunitarios del Agua* et les *Consejos Nacionales del Agua* conçus comme « des espaces alterna-

²³ S. Arconada Rodriguez, 2005, "Seis años después : mesas técnicas y consejos comunitarios de aguas (aportes para un balance de la experiencia desarrollada)", *Revista venezolana de economía y ciencias sociales*, sept-dic. 2005, Vol 11, N°3, Universidad Central de Venezuela, Caracas, p. 187-203.

²⁴ Ley Orgánica para la Prestación de los Servicios de Agua y Saneamiento (LOPSAS), Caracas, 10 octobre 2001.

tifs d'échange et de diffusion d'expériences réussies liées au travail des MTA et d'une nouvelle culture en termes de préservation et rationalisation de l'eau »²⁵. Ces *Consejos Comunitarios del Agua*, lieux de rencontre entre les communautés organisées et l'Etat, doivent également permettre de renforcer le pouvoir décisionnel des usagers et le contrôle social sur le prestataire du service. Il est à noter que depuis 2006, ces instances démocratiques locales, telles que les MTA, sont intégrées à l'organe exécutif des *Consejos Comunales*, entités territoriales de base de la « nouvelle géométrie du pouvoir » promue par Chavez, préfigurant l'édification de l'Etat Socialiste Vénézuélien.

Novateurs et progressistes, les nouveaux dispositifs participatifs promus par le pouvoir central, nécessitent une analyse de leur mise en pratique, après six ans d'expérimentation. Les MTA se sont multipliées à Maracaibo, seconde ville du pays, là où les déficiences de l'entreprise publique régionale de l'eau (Hidrolago) sont traditionnellement palliées par des pratiques de survie (prise illégales sur le réseau) et marchandes (distribution par camion citerne). Les quartiers marginalisés se dotent de MTA dans l'espoir d'accélérer ou d'améliorer l'accès au service. Concentrés à la périphérie de la ville, les nouveaux dispositifs participatifs ne se répartissent cependant pas de manière homogène. L'inégale distribution des MTA et l'absence de *Consejos Comunitarios de Agua* à Maracaibo rendent difficile l'articulation à Hidrolago et une planification globale et efficace du service. Le développement des MTA semble également soumis à un processus de « bolivarianisation ». Les mécanismes participatifs sont inscrits dans un contexte socio-politique national, qui ne vise pas seulement à améliorer le niveau de vie du peuple, mais également à la reproduction des révolutionnaires *chavistes* au pouvoir politique. Les observations et entretiens réalisés dans différents *barrios* (quartiers populaires) de la périphérie de Maracaibo, tendent à confirmer cette hypothèse. Les représentants des MTA et *Consejos Comunales* appartiennent systématiquement au *Partido Socialista Unido de Venezuela*²⁶ (PSUV). Au cours d'un entretien réalisé avec un habitant²⁷ cherchant à améliorer le service d'eau dans son quartier, celui-ci raconta l'autoritarisme de certains représentants et les conflits survenant régulièrement dans la MTA et le *Consejo Comunal*. L'objet de la discorde renvoie à la définition des secteurs prioritaires à desservir et à l'attribution des fonds octroyés par l'Etat. Il regrette également que « le développement des projets, la résolution des problèmes de la communauté doivent passer obligatoirement par la formation de MTA et l'adhésion au PSUV ». Même si ces pré-requis « ne signifient pas que les projets vont être exécutés » réellement. A l'issue

²⁵ C. Cariola et M. Lacabana, 2005, « Construyendo la participación popular y una nueva cultura del agua en Venezuela », *Cuadernos del Cendes*, mayo-agosto 2005, N° 59, Universidad Central de Venezuela, Caracas, p. 111-135.

²⁶ Le PSUV est le parti politique du président Chavez. Lancé en janvier 2007, il doit être l'instrument de l'avènement du « Socialisme du XXI^{ème} siècle ».

²⁷ Entretien avec Roberto Moncada, commerçant résidant dans un quartier périphérique de la ville, réalisé à Maracaibo en août 2007.

des entretiens et observations réalisés, on serait donc tenté de suivre la diagnostic de l'Institut latino-américain de Recherches Sociales :

[...] le gouvernement a besoin de reconfigurer la politique sociale et les programmes sociaux avec pour objectif d'obtenir des résultats visibles, de renforcer l'image du président, [...] et de mobiliser les groupes communautaires comme porte-parole et défenseurs des promesses du projet révolutionnaire bolivarien²⁸.

Hidrolago n'est pas épargnée par le contexte politique national. Schématiquement, l'entreprise régionale de l'eau apparaît divisée en deux camps : les pro-Chavez, au niveau de la présidence et des directions de service, ainsi que chez les travailleurs sociaux, et les anti-Chavez, concentrés chez les cadres (ingénieurs et techniciens) et employés. Cette polarisation interne se ressent clairement dans les discours et résulte d'un processus de « bolivarianisation » partiellement réussi des institutions publiques. Le pouvoir central ne pouvant se passer de la techno-bureaucratie opposée à la « révolution ». L'implication différenciée des fonctionnaires dans les transformations structurelles instaurées par l'Etat a des répercussions sur l'efficacité des dispositifs participatifs et la planification des projets. C'est ce que souligne le « père des MTA », lors d'un entretien²⁹, lorsqu'il évoque ses inquiétudes quant à leur organisation et utilisation dans la région du Zulia. Il fait état du maintien des pratiques et représentations (arrogantes voire méprisantes) des techniciens et ingénieurs de l'entreprise vis-à-vis des *barrios* (quartiers populaires). Déplorant l'absence des Conseils Communautaires de l'Eau, devant renforcer le pouvoir populaire, Santiago Arconada laisse entendre que dans la région de Zulia « les MTA sont contrôlées par Hidrolago » et n'accomplissent pas complètement leur mission. Le travail d'observation réalisé auprès des travailleurs sociaux de l'entreprise a permis de constater l'instrumentalisation des projets communautaires. Les activités d'information et de formation et l'exécution même des projets (raccordement des quartiers aux réseaux d'eau et d'assainissement) sont régulièrement utilisées pour la valorisation de l'image de l'entreprise régionale d'abord, et de la « révolution bolivarienne » ensuite.

Compte tenu de la situation politique extrêmement polarisée du Venezuela, le développement de la participation et l'action de l'entreprise publique de l'eau à Maracaibo se trouvent instrumentalisés par l'Etat dans le but de participer à la reproduction et légitimation de la nouvelle structure du pouvoir mise en place par la « révolution bolivarienne ».

La marchandisation de l'eau s'est vue contestée à différentes échelles. Des résistances locales se sont développées sur l'ensemble de la planète, rejetant parfois l'opérateur privé, et ont participé à limiter son extension mondiale. L'internationalisation de la contestation a permis le soutien organisationnel (par le biais d'une « ingénierie mili-

²⁸ YD'Elia (dir.), *Las misiones sociales en Venezuela: una aproximacion a su comprension y analisis*, Caracas, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, 2006, 226p.

²⁹ Entretien avec Santiago Arconada Rodriguez, actuellement vice-président de l'Institut pour la Conservation du Lac de Maracaibo (ICLAM), réalisé à Maracaibo en juillet 2007.

tante ») et médiatique (grâce à la diffusion d'informations et le recours à des actions symboliques à l'étranger) des acteurs en lutte. La constitution d'une coalition mondiale contre la marchandisation et privatisation de l'eau a poursuivi ce travail de mise en réseau des résistances locales et porté le rapport de force à l'échelle mondiale. La (re)politisation de la question de l'eau (face au discours économiste et techniciste dominant) constitue certainement l'une des avancées majeures de ces résistances. Les actions de protestation et de lobbying politique n'ont pourtant pas réussi jusqu'à maintenant à faire reconnaître l'accès à l'eau comme « un droit humain, universel, indivisible, inaliénable et imprescriptible » par l'ONU. Les résistances et expériences locales (notamment des pays du Sud) sont érigées en symboles, rendant difficile tout recul critique. L'échec des réformes intervenues dans la prestation du service après la « guerre de l'eau » à Cochabamba n'a fait l'objet d'aucune discussion lors des rencontres altermondialistes. Plutôt que de parler de mouvement social mondial pour l'eau, il paraît plus opportun à l'heure actuelle de voir la contestation socio-hydrique comme un réseau transnational d'organisations, dominé par « les poids lourds » du Nord³⁰.

Les alternatives, imposées par les mouvements sociaux (Bolivie) ou promues par l'Etat (Venezuela), recherchaient la participation des usagers et la démocratisation du service public. L'échelle locale était privilégiée et devait permettre l'instauration d'un nouveau rapport à l'Etat. Des résultats positifs, sur le court terme, sont à mettre au crédit de ces dispositifs, en termes sanitaires (accession au service ou amélioration du réseau) et socio-politiques (organisation et conscientisation de la population). Il faut cependant souligner la tendance à la réactivation de mécanismes de reproduction de la structure sociale. En dépit de discours progressistes, l'entreprise publique continue d'être instrumentalisée par le pouvoir politique, servant des intérêts dépassant l'accès local au réseau. Les mécanismes participatifs (MTA à Maracaibo ou élection de la direction de l'entreprise à Cochabamba) se trouvent eux aussi aspirés par des enjeux de pouvoir de dimension nationale. De plus, leur mise en place se réalise sur une économie urbaine informelle, qui maintient pour l'heure la majorité de la population dans la marginalité. Les lignes de fractures sociales et les relations de domination persistent et rendent extrêmement difficile et précaire l'investissement politique.

Les résistances à la marchandisation ont ouvert la voie à un processus de réappropriation, collective et locale, des mécanismes de production et distribution des services d'eau. Ces rapports socio-hydriques alternatifs se sont cependant heurtés aux prérogatives étatiques et tendent aujourd'hui à participer à la légitimation et reproduction du pouvoir politique institué à l'échelle nationale.

³⁰ M. Uhel, *op. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

- ACME, 2002, *Déclaration de Porto Alegre. Pour une coalition contre la privatisation et marchandisation de l'eau*, www.acme-eau.org
- AMECE, 2008, *Actes de l'AMECE. L'eau, une question de démocratie et de justice*, www.amece.net
- ARCONADA RODRIGUEZ S, 2005, "Seis años después : mesas técnicas y consejos comunitarios de aguas (aportes para un balance de la experiencia desarrollada)", *Revista venezolana de economía y ciencias sociales*, sept-dic. 2005, Vol 11, N°3, Universidad Central de Venezuela, Caracas, p. 187-203.
- BUSTAMANTE R, *¿Existe un futuro para los sistemas comunitarios de agua en áreas periurbanas de Cochabamba?*, 25 juillet 2006, www.bolpress.com
- CARIOLA C et LACABANA M, 2005, "Construyendo la participación popular y una nueva cultura del agua en Venezuela", *Cuadernos del Cendes*, mayo-agosto 2005, N° 59, Universidad Central de Venezuela, Caracas, p. 111-135.
- CRESPO C, *La guerra del agua: nuevos movimientos sociales y crisis de dispositivos de poder*, 2000, www.aguabolivia.org
- *Water privatisation policies and conflicts in Bolivia: the water war in Cochabamba 1999-2000*, PhD Thesis of Planification, Oxford University, 2002.
- *Manejo jerárquico de las diferencias y biopolítica en el enfoque "pro-poor" del agua y saneamiento*, www.aguabolivia.org
- *El "experimento" del control social en la gestión del agua ha fracasado*, 13 novembre 2007, www.bolpress.com
- D'ELIA Y (dir), *Las misiones sociales en Venezuela: una aproximación a su comprensión y análisis*, Caracas, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, 2006, 226 p.
- GONZALES S, "La geografía escalar del capitalismo actual", *Geocrítica - Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, Vol IX, Núm 189, mayo de 2005, Universidad de Barcelona, 2005.
- JAGLIN S, « La participation au service du néolibéralisme ? Les usagers dans les services d'eau en Afrique sub-saharienne », dans BACQUE MH – SYNTOMER Y (eds), *Gestion de proximité et démocratie participative : les « nouveaux » paradigmes de l'action publique*, Paris, La Découverte, 2003, 20 p.
- Ley Orgánica para la Prestación de los Servicios de Agua y Saneamiento (LOPSAS), Caracas, 10 octobre 2001.
- MELANCON S, *La guerre de l'eau de Cochabamba, Bolivie : un problème géopolitique et de territorialité*, Maître en sciences géographiques, Faculté de foresterie et géomatique, Université de Laval, 2005.
- Ministerio del Agua en Bolivia. Presentación cooperación internacional*, 2006, www.aguabolivia.org
- PETRELLA R (dir.), *L'eau Res publica ou marchandise*, La Dispute / SNEDIT, Paris, 2003, 219 p.

Socialismo del siglo XXI. La fuerza de los pequeños, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información, abril de 2007.

SWYNGEDOUW E, *Social power and the urbanization of water*, Oxford University Press, 2005.

Transnational Institute and Corporate Observatory Europe, *Reclaiming Public Water-Achievements, Struggles, and Visions from Around the World*. Eds. Belén Balanyá, et al. Porto Alegre, Brazil, 2005.

UHELM, *Marchandisation de l'eau : impacts, résistances et alternatives. La privatisation des services urbains d'eau potable et d'assainissement en Amérique latine et dans les caraïbes : les cas de La Havane et Santiago du Chili*, Projet de thèse, DEA Environnement et Sociétés, Université de CAEN, 2004.